

# L'Ibizagate révèle le visage de l'extrême droite européenne

## LE RÉSUMÉ

A une semaine des élections européennes, l'extrême droite autrichienne s'effondre après la diffusion d'une vidéo sulfureuse, un «kompromat», où l'on voit le vice-chancelier autrichien offrir ses services à un oligarque russe.

L'Ibizagate n'est que la pointe de l'iceberg révélant une pratique commune à la plupart des partis d'extrême droite européens.

VINCENT GEORIS

La scène se passe à Ibiza, en 2017. L'alcool coule à flot, la fumée est épaisse. Hanz-Christian Strache, le patron du parti d'extrême droite FPÖ, vice-chancelier autrichien, est affalé sur un canapé, à côté d'une blonde voluptueuse, présentée comme la nièce d'un oligarque russe. Accompagnant ses paroles de gestes fermes, il demande à la jeune femme de lui obtenir un financement pour sa campagne électorale. En échange, il promet d'octroyer à l'homme d'affaires russe des contrats publics. Il lui propose aussi d'acheter des parts d'un grand tabloïd autrichien afin d'obtenir une couverture favorable.

Le leader du FPÖ, un parti fondé en 1955 par un ancien général SS, est accompagné d'un jeune cadre du parti opinant du chef à chacune de ses paroles. Au cours de la discussion, Hanz-Christian Strache affirme même qu'il détient des éléments prouvant la participation du chancelier Sebastian Kurz (PPE) à des «orgies».

Strache s'épanche, ignorant qu'il est la cible d'un «kompromat», une pratique d'origine russe visant à compromettre des politiciens dans des vidéos sulfureuses pour mieux les tenir par la suite.

## LE FPÖ effondré

Samedi, la diffusion de la vidéo, livrée par un inconnu au quotidien allemand Der Spiegel, a fait l'effet d'une bombe.

Juste après, le chancelier Kurz convoquait des élections pour septembre. Il priait Herbert Kickl, le ministre de l'Intérieur et tête pensante du FPÖ, de faire un pas de côté vu l'enquête en cours sur l'Ibizagate, incompatible avec ses fonctions. Lundi, les ministres FPÖ démissionnaient.

L'extrême droite autrichienne se retrouve KO debout. Elle a perdu 5 points à 18% dans les sondages.

L'affaire a éclaté une semaine avant les élections européennes, le jour même où les partis européens d'extrême droite se réunissent à Milan autour de Matteo Salvini (La Ligue). L'onde de choc dépasse la frontière autrichienne. Sur le coup, l'alliance de Salvini, donnée à 73 sièges, n'a pas faibli. Mais la fête de Milan est gâchée et, à terme, elle devait lui coûter cher car elle révèle le vrai visage de l'extrême droite et, plus largement, des partis populistes.

## La pointe de l'iceberg

L'Ibizagate n'est que la pointe de l'iceberg. D'autres formations d'extrême droite, comme le RN de Marine Le Pen, l'AFD allemand, le Parti du Brexit de Nigel Farage (ex-Ukip) ou de droite populiste, tel que le Fidesz du Hongrois Viktor Orban, sont tributaires d'argent provenant de l'étranger avec la visée d'influencer la politique européenne ou, tout simplement, de

faire des affaires en s'offrant des politiciens.

Steve Bannon, conseiller de Marine Le Pen, tentant de fédérer les populistes européens a, lui aussi, des liens avec la Russie.

## Ces partis populistes financés par l'étranger

Ces partis prônent une politique raciste et antimigrants, cultivent la nostalgie des nations du XIX<sup>e</sup> siècle et de l'Europe chrétienne médiévale. Ils n'en dépendent pas moins de fonds provenant de puissances étrangères. Marine Le Pen a rencontré Vladimir Poutine à plusieurs reprises et obtenu trois prêts de la Russie, pour un montant de 11 millions d'euros, afin de financer sa campagne présidentielle.

D'après les journalistes italiens Giovanni Tizian et Stefano Vergine, La Ligue de Matteo Salvini a reçu 3 millions d'euros de la Russie pour sa campagne, via le groupe Rosneft.

D'après l'ONG Corporate Europe Observatory, le Fidesz hongrois a tissé des liens avec le Kremlin via Klaus Mangold, un lobbyiste allemand connu sous le nom de «Mr Russia». Le parti d'extrême droite allemande AfD entretient, lui aussi, des liens avec le pouvoir russe, mais aussi des milliardaires allemands installés en Suisse.

«Ces partis exploitent la désillusion en utilisant une rhétorique contre la corruption, les élites, et proposant aux 'citoyens ordinaires' de recouvrer leur dignité et leur identité nationale», résume Corporate Europe Observatory, mais «le contraste entre cette rhétorique et leurs actions réelles est frappant. Ces partis, eux-mêmes souvent financés par des élites et des intérêts étrangers, sont impliqués dans des scandales de blanchiment d'argent, de corruption et d'enrichissement personnel.»

**«Ces partis sont impliqués dans des scandales de blanchiment d'argent, de corruption et d'enrichissement personnel.»**

CORPORATE EUROPE  
OBSERVATORY